



1 - TENDANCES INTERNATIONALES - 2013 : La récession se prolonge en zone euro ... Des signes de reprise outre-atlantique ... Les BRIC marquent le pas

L'année 2013 commence comme 2012 s'était terminée. La récession se prolonge en zone euro, la reprise perceptible outre-atlantique demeure néanmoins contrainte par la nécessité de réduire le déficit public, tandis que les pays émergents, et notamment ceux ayant épousé un modèle "tout à l'export", sont de plus en plus affectés par l'affaiblissement de la demande qui leur est adressée.

Au total, la croissance mondiale en 2013 serait ainsi quasi identique à celle de l'année passée selon les prévisions de printemps du FMI (et au regard des corrections, plutôt à la baisse, qui leur ont été depuis ponctuellement apportées).

Zone euro - La récession se propage au 1^{er} trimestre 2013

Malgré des avancées notables vers plus de fédéralisme financier et bancaire opérées en 2012, **les incertitudes pesant sur la capacité de la Zone euro à retrouver rapidement le chemin de la croissance n'en ont pas pour autant été complètement levées**. La consolidation budgétaire accélérée, imposée en contrepartie de ces avancées, a en effet contraint encore davantage le peu de croissance qu'il restait.

Dans ce contexte, la zone euro entame l'année 2013 par un 6^{ème} trimestre consécutif de baisse de son PIB (-0,3%) et la récession tend à se propager. Sur les 14 pays ayant publié leurs chiffres de croissance pour ce début d'année, 11 sont en baisse, 2 ont une croissance nulle, et seule l'Allemagne affiche une hausse, toutefois extrêmement modérée (+0,1%), de son activité.

Les pays de l'Europe du Sud sont les territoires les plus durement touchés par ce nouveau développement de la crise initié à partir de la mi-2011 suite au regain d'inquiétude sur le niveau des dettes souveraines. Ces derniers sont étouffés par l'accumulation de cures d'austérité, touchés par des niveaux de chômage globaux (26,9% en Espagne, 26,8% en Grèce, 17,6% au Portugal) et des jeunes (près de 60% en Grèce, 56,5% en Espagne, 42,1% au Portugal) extrêmement préoccupants, fragilisés politiquement ... et toujours sur la surveillance rapprochée des marchés (sur la période mai/ juin, les taux d'intérêt sur les bonds du trésor à 10 ans ont repris une tendance à la hausse notamment en Italie, en Espagne, au Portugal, signe d'une certaine inquiétude des marchés sur la situation globale de ces pays). Face à une demande intérieure en repli, le canal des échanges extérieurs, qu'ils soient intra ou extra-européens, ouvre également peu de perspectives en raison de l'atonie générale observée en Europe, mais aussi d'une monnaie unique toujours forte. Dans ces conditions très défavorables, la récession dans les pays du sud de l'Europe serait ainsi encore assez prononcée en 2013.

Si le Sud est à l'arrêt, **le Nord de la zone commence également à tanguer** ; certains sont déjà entrés en récession, d'autres se contentent d'une croissance nulle ou quasi nulle. Le canal des échanges est en effet loin d'être neutre et l'interdépendance entre les pays de la zone euro diffuse, voire amplifie, la récession. Le cas de l'Allemagne est évocateur à cet égard : elle réalise le quart de son excédent commercial avec ses voisins immédiats ... et depuis quelque mois ses prévisions de croissance ne cessent d'être revues à la baisse régulièrement.

États-Unis - Des vents porteurs ... mais aussi quelques vents contraires

Outre-atlantique, comme nous l'évoquions déjà il y a quelques mois, plusieurs signes illustrant un début de reprise sont apparus courant 2012 : investissement résidentiel en hausse soutenue, mouvement de réindustrialisation en marche, effets de la stratégie énergétique s'appuyant sur l'exploitation des gaz de schiste, chômage (7,6%) en repli, ...

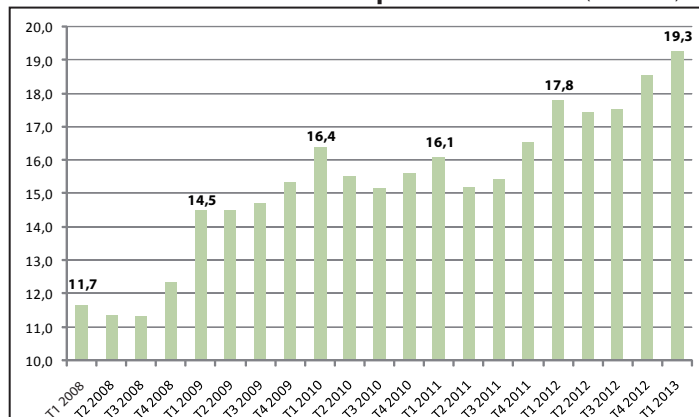
Toutefois, derrière ces signaux porteurs, le poids du déficit (10,2% du PIB en 2011, 8,7% en 2012 contre 4,1% et 3,6% pour la zone euro) et de la dette publics impose désormais un basculement vers une certaine restriction budgétaire (coupes automatiques de 85 milliards de \$ de mars à septembre 2013 dans la plupart des dépenses publiques). À ces restrictions, s'ajoute par ailleurs une hausse de la fiscalité sur les ménages et les entreprises mise en oeuvre dès janvier. L'effet combiné de ces deux mesures pourrait ainsi amputer la croissance américaine de près d'un point (+1,8% en prévision).

Croissance du PIB et prévisions

(source : FMI - avril à juin 2013)

en %	2011	2012	2013 (p)
ZONE EURO	+1,4	-0,6	-0,3
France	+1,7	0,0	-0,2
Allemagne	+3,1	+0,9	+0,3
Espagne	+0,4	-1,4	-1,6
Italie	+0,4	-2,4	-1,8
Royaume-Uni	+0,9	+0,2	+0,7
États-Unis	+1,8	+2,2	+1,8
Japon	-0,6	+2,0	+1,6
ÉCONOMIES AVANCÉES	+1,6	+1,2	+1,2
Chine	+9,3	+7,8	+7,7
Inde	+7,7	+4,0	+5,7
Bésil	+2,7	+0,9	+3,0
Russie	+4,3	+3,4	+2,5
ÉCONOMIES ÉMERGENTES	+6,4	+5,1	+5,3
MONDE	+3,9	+3,2	+3,1 / +3,3

Nombre de demandeurs d'emploi en Zone euro (en millions)



2 - FRANCE

Source : INSEE - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

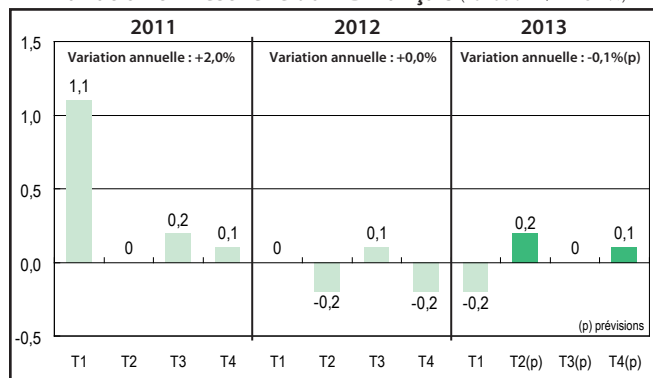
Entrée en récession au 1^{er} trimestre 2013 ... Pas de réelle éclaircie en vue d'ici à la fin de l'année

Après un rebond en 2010 et en 2011 suite au trou d'air enregistré en 2009, la croissance de l'activité dans notre pays s'inscrit depuis dans une trajectoire quasi atone. Grevé par la faiblesse de la demande intérieure (consommation et investissements), le PIB français a stagné en 2012 ; il en serait de même pour l'année en cours.

L'année 2013 souffre en effet, peu ou prou, des mêmes maux que 2012 : faible visibilité pour les entreprises, marché de l'emploi dégradé, consommation et investissement en berne, nécessité de redressement des comptes publics,... **Les prévisions s'accordent ainsi sur une évolution du PIB en léger repli.**

Le retour de la croissance est ainsi, de nouveau, repoussé à l'année prochaine, année pour laquelle les anticipations d'évolution du PIB s'inscrivent encore dans une large fourchette : de +1,3% pour les plus optimistes à +0,7% pour les plus prudentes.

Variation trimestrielle du PIB français (variation T/T-1 en %)



Consommation des ménages toujours au ralenti

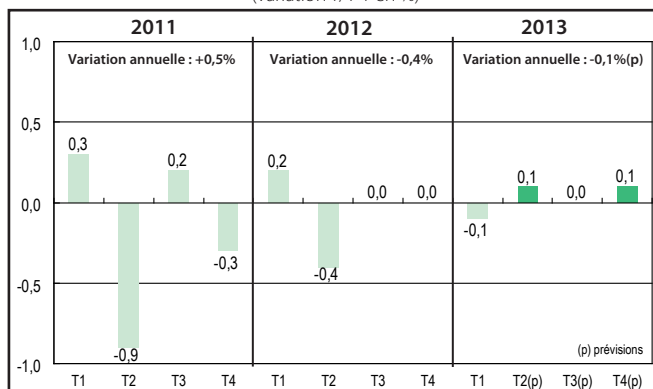
Après une année 2012 au cours de laquelle elle s'était repliée de -0,4%, **la consommation des ménages prolonge cette orientation sur le 1^{er} trimestre 2013 en diminuant légèrement de -0,1%.**

Dans le détail, sur ces 3 premiers mois, les dépenses en produits manufacturés ont reculé de -0,9% comparé au trimestre précédent (principalement du fait de la forte baisse des achats d'automobiles de -5,5%) quand la consommation de services marquait également le pas à -0,1% (notamment baisse des dépenses en hébergement-restauration).

En résumé, la consommation des ménages s'est presque maintenue à flot uniquement en raison d'une forte hausse des dépenses en énergie (+5,0%) liée à un hiver long et rigoureux.

Sur le reste de l'année 2013, la croissance des dépenses des ménages continuerait d'être très faible, voire nulle, dans un contexte d'évolution peu favorable du pouvoir d'achat. Par unité de consommation (individu), ce dernier reculerait en effet de nouveau en 2013 de -0,4% après le repli historique de -1,5% observé en 2012 (repli un peu moins prononcé cette année compte tenu d'une modération attendue de l'inflation à +0,8% contre +1,9% en 2012).

Évolution trimestrielle de la consommation des ménages (variation T/T-1 en %)



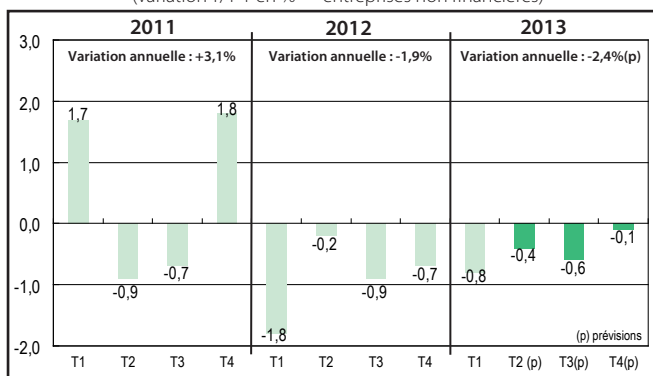
Pas d'amélioration sur le front des investissements, qu'il s'agisse des entreprises ou des ménages

La baisse des investissements des entreprises (non financières) enregistrée en 2012 s'est prolongée au 1^{er} trimestre 2013 et devrait, par ailleurs, perdurer jusqu'à la fin de l'année en cours.

Tous les facteurs qui pèsent sur les projets d'immobilisations depuis plusieurs trimestres sont toujours d'actualité : faiblesse du taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière, taux de marge des entreprises non financières au plus bas depuis 25 ans, faible visibilité sur les marchés, ...

Après un court répit observé en 2011 (+3,2%), **l'investissement des ménages**, porté essentiellement par la construction de logements, s'est de nouveau inscrit sur une tendance baissière depuis début 2012. Si le recul a été mesuré l'année passée (-0,4%), **les premiers résultats pour 2013 (-1,3% au 1^{er} trimestre), comme les prévisions sur la fin de l'année (-3,9% pour l'ensemble de 2013), ne laissent planer aucun doute sur une dégradation beaucoup plus nette de ces investissements.**

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises* (variation T/T-1 en % - *entreprises non financières)



Solde commercial : un peu mieux ... dans un contexte de demande et d'activité réduites

Source : Douanes
Traitement : OESTV

Sur les 4 premiers mois de 2013, notre déficit commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) **s'est sensiblement réduit en s'établissant à -20,2 milliards d'euros (Mds€) contre -23,9 Mds€ pour la même période de 2012.** Il conviendra toutefois de souligner que nos exportations de marchandises ont cessé de progresser en s'établissant au même niveau que celles enregistrées sur ces mêmes 4 mois en 2012 (146,5 Mds€ contre 146,8 Mds€ un an plus tôt) quand, dans le même temps, nos importations de marchandises se repliaient de -2,3% dans un contexte de plus faible demande et d'activité réduite (166,7 Mds€ contre 170,7 Mds€).

Climat des affaires en France en juin 2013 : un peu d'amélioration ... sauf dans la construction/BTP

Sources : INSEE et DARES - Traitement : OESTV

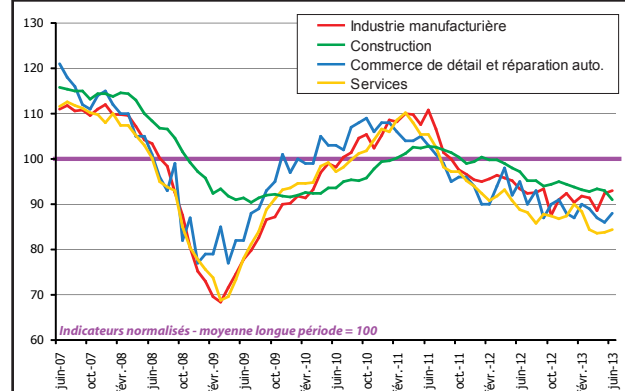
- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprise interrogés en juin par l'Insee, la conjoncture s'est un peu améliorée sur la période récente. L'indicateur synthétique du climat des affaires a en effet progressé de 3 points entre avril et mai, puis de nouveau de 1 point en juin pour s'établir à 93. Malgré cette légère amélioration, les carnets de commandes, tant globaux qu'étrangers, sont toujours jugés nettement moins garnis qu'à la normale tandis que les perspectives générales sur l'activité de l'industrie dans son ensemble continuent d'afficher un niveau très bas.

- **Construction / BTP** - L'indicateur du climat des affaires dans la construction se dégrade à nouveau au mois de juin en se repliant de 2 points pour s'établir à 91. Les entrepreneurs restent pessimistes quant à l'évolution du secteur pour les prochains mois en raison notamment de carnets de commandes jugés, de plus en plus, inférieurs à la normale et de prix qui poursuivraient leur baisse. Les perspectives en termes d'emplois continuent ainsi de se détériorer.

- **Commerce de détail / automobile** - L'indicateur synthétique du climat des affaires se redresse légèrement en juin (+2 points pour s'établir à 88), mais se situe toujours très nettement en dessous de sa moyenne de long terme. Cette fragile amélioration a été perceptible à la fois dans le commerce de détail et dans l'automobile sur la période récente. Elle pourrait se poursuivre sur les mois à venir au regard d'une très légère amélioration des soldes d'opinion relatifs aux ventes prévues et aux intentions de commandes.

- **Services** - La conjoncture reste mal orientée : l'indicateur synthétique du climat des affaires stagne à 84, soit à un niveau très nettement inférieur à sa moyenne longue période. Si l'activité s'est moins dégradée sur la période récente, les anticipations pour les mois à venir demeurent cependant pessimistes. En conséquence, les chefs d'entreprise dans les services (hors intérim) sont toujours très réservés sur leurs intentions d'embauches.

Indicateurs synthétiques du climat des affaires en France



Emploi salarié : recul modéré au 1^{er} trimestre 2013 ... Dégradation plus forte attendue sur le reste de l'année

Après s'être replié de près de 92 200 postes au cours de l'année 2012, **l'emploi salarié des secteurs marchands (hors agriculture) a continué son érosion sur les 3 premiers mois de 2013 (-8 200 postes) à un rythme toutefois plus mesuré que sur les périodes précédentes** (-40 900 et -41 200 aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2012).

Selon les prévisions de l'Insee, compte tenu de la faiblesse de l'activité, l'emploi salarié marchand pourrait toutefois épouser le même scénario qu'en 2012 avec des destructions de postes croissantes au fil des trimestres ; **en conséquence plus de 110 000 destructions d'emplois sont anticipées en 2013.**

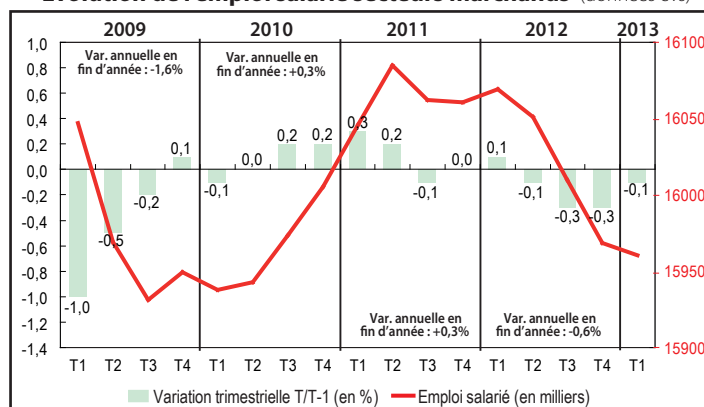
Évolution de l'emploi par secteur d'activité au 1^{er} trimestre 2013 (secteurs marchands uniquement)

- **Dans l'INDUSTRIE**, 11 800 emplois ont été détruits au cours du 1^{er} trimestre 2013 (-0,4%), soit autant qu'au 4^{ème} trimestre 2012 mais davantage que sur les périodes antérieures. A fin mars 2013, la France compte 3,225 millions de salariés dans l'industrie, soit des effectifs en évolution de -1,2% sur un an (-38 000 postes).

- **Dans la CONSTRUCTION**, 7 300 postes ont été perdus (-0,5%) sur les 3 premiers mois de 2013, après respectivement -7 200, -4 100 et -4 800 aux 4^{ème}, 3^{ème} et 2^{ème} trimestres 2012. A fin mars 2013, la France compte 1,414 million de salariés dans ce secteur d'activité, pour une évolution des effectifs de -1,6% sur un an (-23 400 postes).

- **Dans le TERTIAIRE MARCHAND**, 10 900 emplois ont été créés sur le début d'année rompant ainsi avec les fortes pertes enregistrées au cours des 2 trimestres précédents (respectivement -22 700 et -30 200 aux 4^{ème} et 3^{ème} trimestres 2012). Ce rebond de l'emploi relève exclusivement d'une meilleure orientation de l'intérim qui gagne 13 300 postes (mais demeure tout de même en repli de 41 800 emplois sur un an). Hors intérim, l'emploi dans le tertiaire marchand recule très légèrement de -2 500 postes au 1^{er} trimestre. A fin mars 2013, la France compte 11,322 millions de salariés dans le tertiaire marchand, pour une évolution des effectifs de -0,4% sur un an (-47 600).

Évolution de l'emploi salarié secteurs marchands (données cvs)



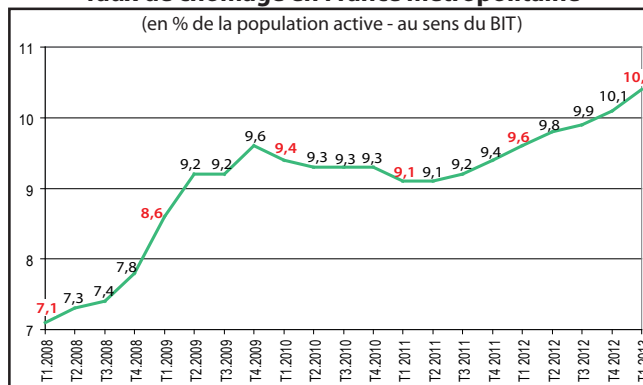
Hausse rapide du taux de chômage en ce début d'année 2013

En moyenne sur le 1^{er} trimestre 2013, le taux de chômage en France métropolitaine s'est établi à 10,4% de la population active, soit une hausse de 0,3 point comparé au trimestre précédent et de 0,8 point sur un an.

Selon Pôle Emploi, à fin mai 2013, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en France métropolitaine s'est stabilisé comparé au mois précédent à 3,264 millions de DE. Sur un an, leur nombre a augmenté de 11,5% ; soit près de 337 000 DE supplémentaires.

Comparé à début 2008 (point bas du chômage avant crise), le nombre de DE inscrits à Pôle Emploi a progressé de 1,280 million de personnes en France métropolitaine.

Taux de chômage en France métropolitaine



3 - VENDÉE : Chiffre d'affaires (CA) des entreprises

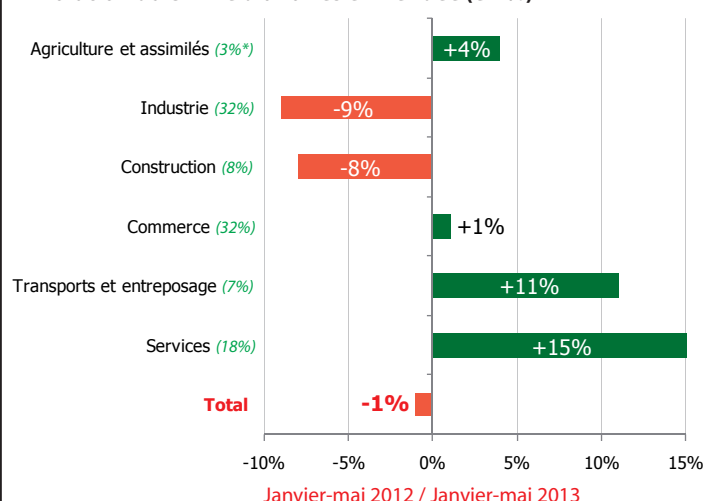
Source : DDFIP85 - Traitement : OESTV

L'activité commence à marquer le pas sur le début d'année 2013

Selon la Direction Départementale des Finances Publiques de la Vendée (*Vendée Conjoncture - juin 2013*), les entreprises vendéennes relevant du régime réel normal ont déclaré un chiffre d'affaires de 15 534 millions d'euros sur les 5 premiers mois de 2013, soit en recul de -1% comparé à la même période de 2012.

Dans le détail, sur la période observée, le chiffre d'affaires a fortement augmenté dans les services (+15%) et le transport/entreposage (+11%), modérément dans le commerce (+1%) tandis, qu'à l'inverse, il s'est dégradé assez nettement dans l'industrie (-9%) et la construction (-8%).

Évolution du chiffre d'affaires en Vendée (en %)



* (x%) poids du secteur dans le CA total vendéen sur les 5 premiers mois de 2013

4 - VENDÉE : Investissements des entreprises

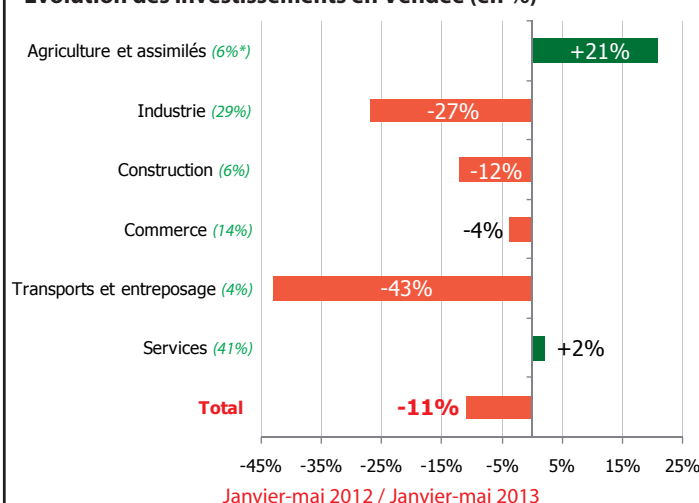
Source : DDFIP85 - Traitement : OESTV

Le montant des investissements des entreprises vendéennes en nette dégradation sur les 5 premiers mois de 2013

Selon la Direction Départementale des Finances Publiques de la Vendée (*Vendée Conjoncture - juin 2013*), les entreprises vendéennes relevant du régime réel normal ont déclaré 117 millions d'euros de TVA déductible sur immobilisations sur les 5 premiers mois de 2013, soit une baisse de 11% comparé à la même période de 2012.

Ce repli des immobilisations est particulièrement marqué dans les secteurs "transport/entreposage" (-43%), "industrie" (-27%) et "construction" (-12%).

Évolution des investissements en Vendée (en %)



* (x%) poids du secteur dans le total des investissements sur les 5 premiers mois de 2013

5 - VENDÉE : Redressements et liquidations judiciaires

Source : BODACC
Traitement : OESTV

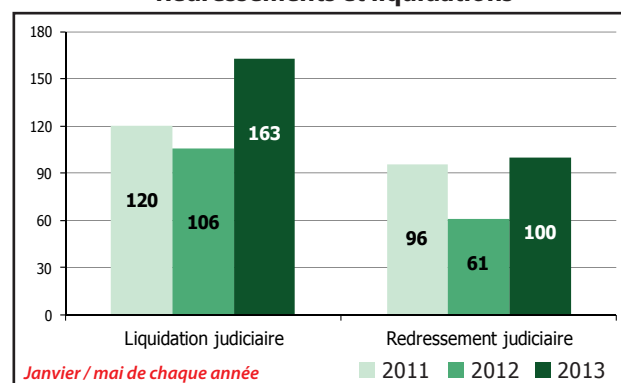
Très vive hausse des défaillances* d'entreprises sur les 5 premiers mois de 2013

* couvrent l'ensemble des jugements prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit la liquidation judiciaire (procédures collectives)

Le nombre de défaillances d'entreprises a fortement progressé sur les 5 premiers mois de 2013 : 263 ouvertures de procédures collectives contre 167 sur la même période de 2012, soit +57,5%.

Cette vive hausse concerne aussi bien les liquidations judiciaires (+53,8%) que les redressements judiciaires (+63,9%).

Redressements et liquidations

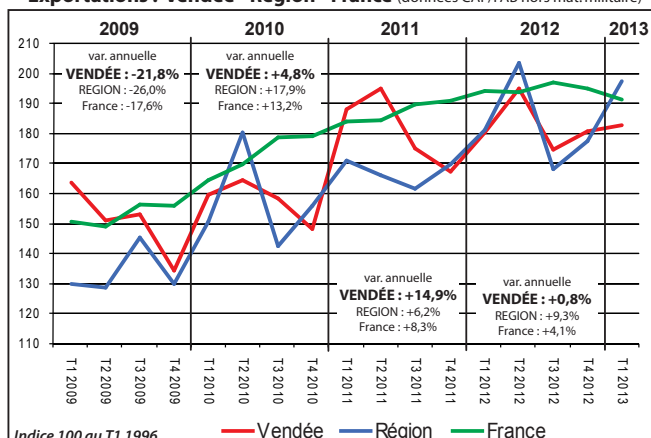


6 - VENDÉE : Exportations

Source : Direction des Douanes - Traitement : OESTV

Les exportations vendéennes se stabilisent sur le 1^{er} trimestre 2013

Exportations : Vendée - Région - France (données CAF/FAB hors mat. militaire)



En cours du 1^{er} trimestre 2013, le montant des exportations vendéennes s'est élevé à 491 millions d'€, soit en légère progression de 1,3% comparé à la même période de 2012 (485 millions d'€).

Ce début d'année prolonge la tendance enregistrée sur l'ensemble de l'année 2012 (+0,8%) dans un contexte conjoncturel international peu favorable.

En Région et en France, les montants exportés au cours de ces 3 mois prolonge également l'orientation globale des échanges observée depuis plusieurs trimestres : en croissance respectivement de +10,1% et +2,3% comparé à la même période de 2012.

Principaux produits exportés depuis la Vendée au cours du 1^{er} trimestre 2013

Pour les 2 principaux postes à l'export, la tendance sur ce 1^{er} trimestre épouse celle de 2012 : les "viandes et produits à base de viande" continuent de progresser tandis que la filière "navires et bateaux" poursuit sa contraction comme sur les trimestres qui ont précédé.

On soulignera également la forte croissance de la plupart des postes relevant de la filière agro-industrielle ("produits de la culture et de l'élevage" et "produits alimentaires").

	T1 2013 / T1 2012
Viandes et produits à base de viande (14% des exportations en valeur au T1 2013)	+7%
Navires et bateaux (14%)	-7%
Machines et équipements d'usage général (10%)	+24%
Articles d'habillement (7%)	-13%
Produits de la culture et de l'élevage (5%)	+36%
Machines agricoles et forestières (5%)	-3%
Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires (4%)	+0%
Produits alimentaires divers (4%)	+43%
Machines diverses d'usage spécifique (4%)	-8%
Équipements pour automobiles (3%)	-8%
Matériel électrique (3%)	-7%
Produits chimiques de base, prod. azotés, mat. plastiques (2%)	+8%
Produits de la construction automobile (2%)	+25%

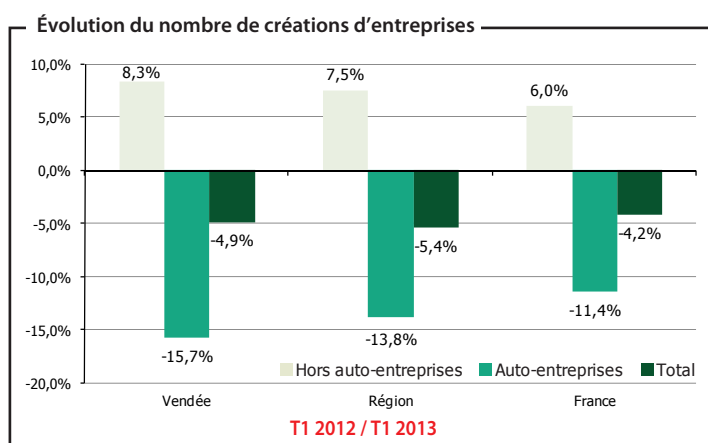
7 - VENDÉE : Créations d'entreprises

Source : INSEE
Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Hors auto-entreprises, les créations progressent sur le 1^{er} trimestre 2013 après 5 trimestres de repli

↳ Selon l'Insee, 1 042 entreprises (y compris auto-entreprises) ont été créées, reprises ou réactivées dans notre département sur le 1^{er} trimestre 2013 contre 1 096 un an plus tôt, soit un recul de -4,9%.

Comme en Vendée, les créations totales sont également en baisse aux échelles régionale (-5,4%) et nationale (-4,2%) sur la période considérée.

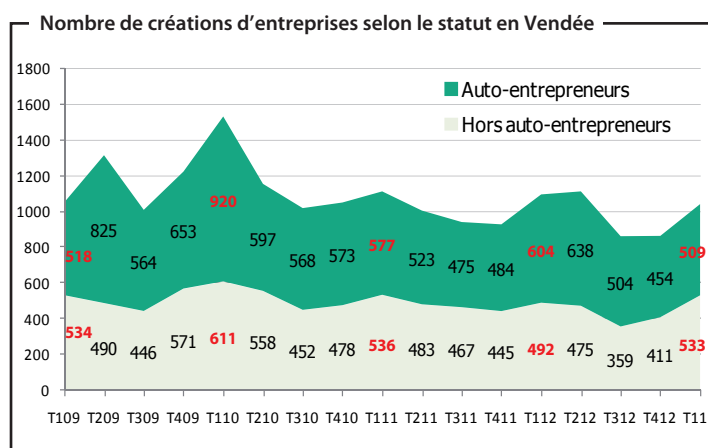


↳ Dans le détail, les créations hors auto-entreprises ont progressé sur les 3 premiers mois de 2013 de +8,3% en Vendée (soit 533 créations contre 492 en 2012), rompant ainsi avec 5 trimestres consécutifs de repli.

La Région et la France s'inscrivent dans la même tendance : respectivement +7,5% et +6,0% en France.

A l'inverse, les auto-entrepreneurs reculent assez nettement sur la période considérée de -15,7% dans notre département, tout comme en Région (-13,8%) et en France (-11,4%).

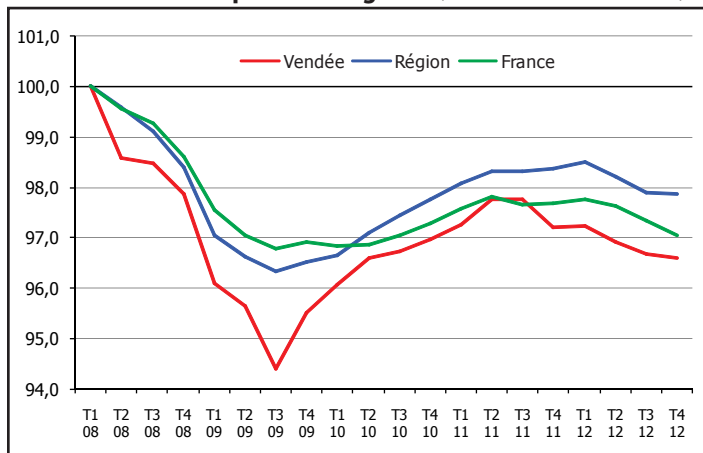
Ces derniers ont représenté 48,8% des créations totales en Vendée sur les 3 mois observés (55,0% en Région et 54,3% en France).



L'emploi salarié marchand se replie sur un an à fin décembre 2012 ... l'industrie et le commerce résistent sur la période considérée

Mise à jour des données non disponible à la date de cette publication ; les données sur l'emploi salarié (exceptées les données intérim) sont donc identiques à celles traitées lors de notre note d'avril 2013.

Évolution de l'emploi salarié global (données CVS - base 100 T1 08)



L'emploi salarié dans les activités marchandes non agricoles en Vendée (données cvs) recule de -0,6% sur un an à fin décembre 2012, soit une perte de 993 emplois.

Selon l'Insee, la Vendée compte 156 289 emplois salariés dans les activités marchandes non agricoles à fin décembre 2012 (estimations données cvs).

Comme dans notre département, les effectifs salariés ligériens et français s'affichent également en repli sur un an à fin décembre 2012 de respectivement -0,5% et -0,6%.

L'emploi salarié par secteur d'activité en Vendée

Sur un an à fin décembre 2012, **le secteur de l'INDUSTRIE résiste et stabilise ses effectifs salariés à +0,1%, soit un très léger gain de 79 emplois.**

Selon l'Insee, la Vendée compte 54 266 emplois salariés dans le secteur de l'industrie à fin décembre 2012.

Le secteur de la CONSTRUCTION affiche un repli de ses effectifs salariés de -1,1% sur un an à fin décembre 2012, soit une perte de 219 emplois.

Selon l'Insee, la Vendée compte 19 630 emplois salariés dans la construction à fin septembre 2012.

Dans le COMMERCE, le nombre des effectifs salariés enregistre une très légère hausse de +0,3%, soit un gain de 79 emplois.

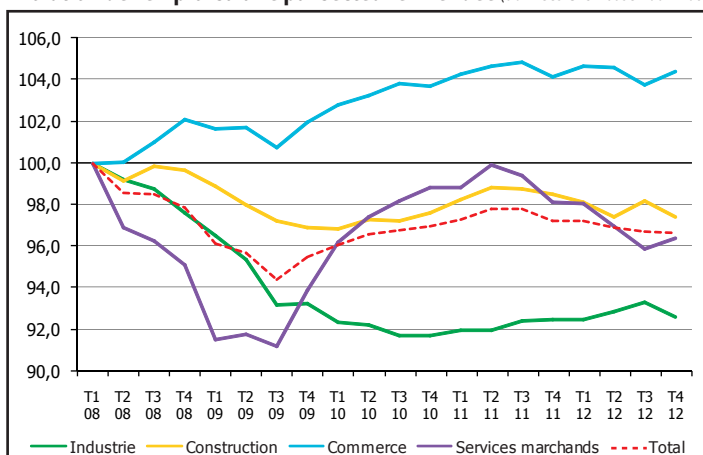
Selon l'Insee, 30 880 emplois salariés sont recensés dans le commerce à fin décembre 2012.

Le secteur des SERVICES MARCHANDS enregistre une nette dégradation de ses effectifs salariés sur un an à fin décembre 2012 de -1,8%, soit une perte de 932 emplois.

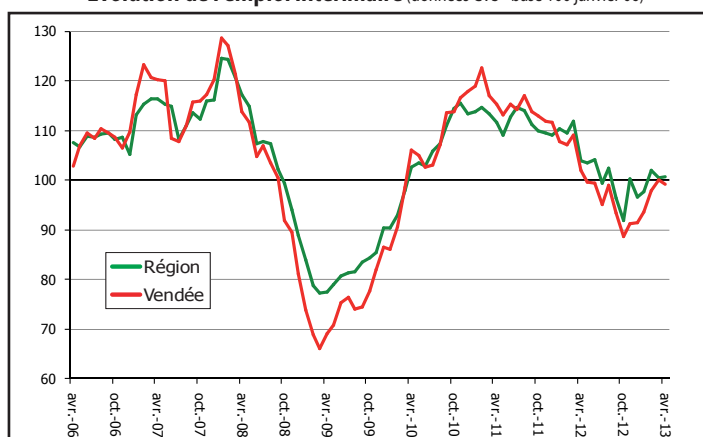
Cette dégradation est, pour une bonne partie, imputable au fort repli de l'intérim sur la période considérée (perte de 1 355 emplois intérimaires).

Selon l'Insee, 51 513 emplois salariés sont comptabilisés dans les services marchands en Vendée à fin décembre 2012.

Évolution de l'emploi salarié par secteur en Vendée (données CVS - base 100 T1 08)



Évolution de l'emploi intérimaire (données CVS - base 100 janvier 06)



L'intérim en Vendée

Selon Pôle emploi, la Vendée compte 7 708 intérimaires à fin avril 2013 (données CVS) contre 7 921 un an auparavant, soit un recul de -2,7% (destruction de 213 emplois).

Notons toutefois que le nombre d'intérimaires vendéens progresse depuis octobre 2012 : +11,8% soit un gain de 813 intérimaires sur les 6 derniers mois.

La Région enregistre également un repli des effectifs intérimaires de -3,1% sur un an à fin avril 2013.

9 - VENDÉE : Chômage

Sources : Insee - Pôle Emploi - Traitement : OESTV

La hausse soutenue du nombre de demandeurs d'emploi enregistrée ces 2 dernières années se prolonge sur les premiers mois de 2013

Selon Pôle Emploi, la Vendée compte 27 284 demandeurs d'emploi (DE) de catégorie A à la fin du mois de mai 2013 (données CVS), soit une forte hausse de +16,4% sur un an (3 840 DE supplémentaires).

Comparé au point le plus bas d'avant la crise, la Vendée compte désormais près de 13 000 DE supplémentaires (+90%).

La Région et la France affichent également une hausse soutenue du nombre de DE sur un an à fin mai 2013 de respectivement +15,7% (+22 043 DE) et +11,5% (+336 900 DE).

Sur les 2 dernières années, la hausse des DE en Vendée a été quasi continue (en évolution m/m-1). Seuls les mois d'avril 2012 (-1,6%) et août 2012 (-1,1%) ont connu un recul du nombre de DE. En mai 2013, ces derniers ont progressé de +0,8% comparé à avril.

Par catégorie de demandeurs d'emploi

Sur un an à fin mai 2013 (données CVS - Cat. A), toutes les catégories de demandeurs d'emploi sont impactées par cette forte hausse.

- Femmes : +14,6% (+1 741 DE)
- Hommes : +18,3% (+2 099 DE)
- moins de 25 ans : +19,2% (+840 DE)
- 25/49 ans : +15,2% (+2 056 DE)
- plus de 50 ans : +17,1% (+944 DE).

Taux de chômage en Vendée

En moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2012, le taux de chômage en Vendée s'établit à 8,5% de la population active. Ce taux a progressé de 0,8 point sur un an et se situe désormais plus de 3 points au dessus de celui qui était observé au 1^{er} trimestre 2008 (5,2%).

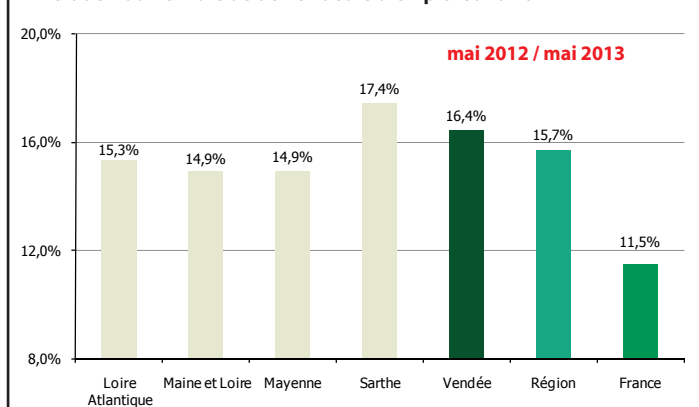
Le taux de chômage vendéen demeure toutefois toujours inférieur à celui de la France (10,2%) et de la région des Pays de la Loire (9,0%).

Demandeurs d'emploi Cat.A (données C.V.S.*) et Taux de chômage

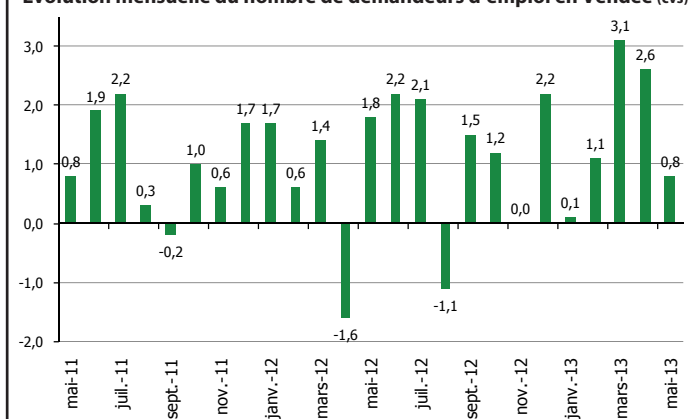
	Mai 2013	Évol. VA mai 2012 / mai 2013	Taux T4 2011	Taux T4 2012
Vendée	27 284	+3 840	7,7%	8,5%
Région	162 159	+22 043	8,1%	9,0%
France	3 264 500	+336 900	9,4%	10,2%

* données corrigées des variations saisonnières

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi sur un an

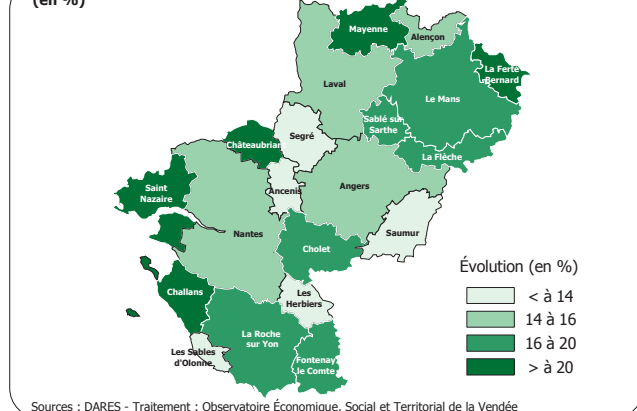


Évolution mensuelle du nombre de demandeurs d'emploi en Vendée (cvs)



Évolution du nombre de DE et taux de chômage par zone d'emploi en Pays de la Loire

Évolution du nombre de DE par zone d'emploi sur un an à mai 2013 (en %)



Taux de chômage par zone d'emploi au T4 2012 (en %)



Toutes les zones d'emploi vendéennes enregistrent une forte hausse du nombre des demandeurs d'emploi (données brutes - Cat.A) sur un an à fin mai 2013 : +10,6% pour Les Sables d'Olonne, +13,0% pour Les Herbiers, +16,6% pour La Roche-sur-Yon, +16,7% pour Fontenay-le-Comte et +20,5% pour Challans.

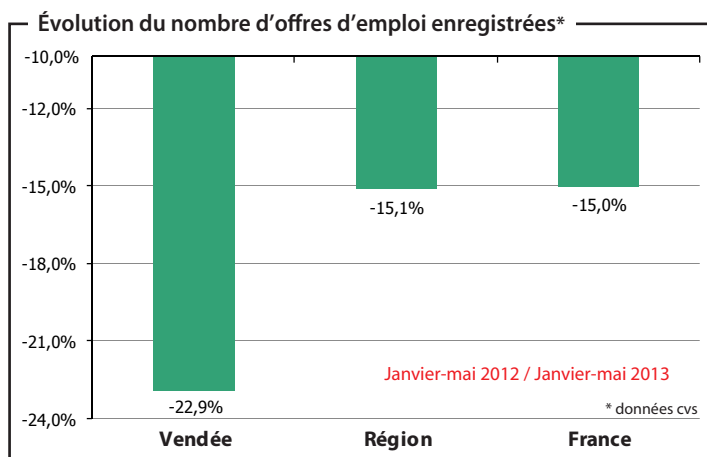
En moyenne, sur le 4^{ème} trimestre 2012, la zone d'emploi des Herbiers est toujours celle qui dispose du taux de chômage le plus bas de la Région à 5,9% de sa population active. Les autres zones d'emploi vendéennes proposent, pour leur part, des taux de chômage plus élevés : 8,5% pour La Roche-sur-Yon, 10,1% pour Fontenay-le-Comte, 10,2% pour Challans et 11,4% pour Les Sables d'Olonne (soit, pour cette dernière, le taux le plus élevé parmi les zones d'emploi de la Région).

Forte baisse des offres d'emploi enregistrées (OEE) sur les 5 premiers mois de 2013

En Vendée, Pôle emploi a enregistré 9 354 offres d'emploi sur les 5 premiers mois de 2013 contre 12 132 sur la même période de 2012, soit un fort recul de -22,9%.

À l'image de ce qui est observé dans notre département, les offres d'emploi enregistrées en Région et en France se sont également fortement repliées sur la période considérée : respectivement de -15,1% et de -15,0%.

Notons enfin que 64% des offres d'emploi enregistrées concernent des emplois non durables (moins de 6 mois) en Vendée contre 58% en Région et 55% en France.



10 - VENDÉE : Logements

Sources : Sit@del2 et Cellule économique régionale du BTP des Pays de la Loire - Traitement : OESTV

Hausse des permis de construire autorisés dans l'individuel ... mais net recul dans le collectif

Avec 2 569 logements autorisés en Vendée sur les 5 premiers mois de 2013, les permis de construire délivrés s'inscrivent en léger recul de -1,6% comparé à la même période de 2012 (2 611 autorisations).

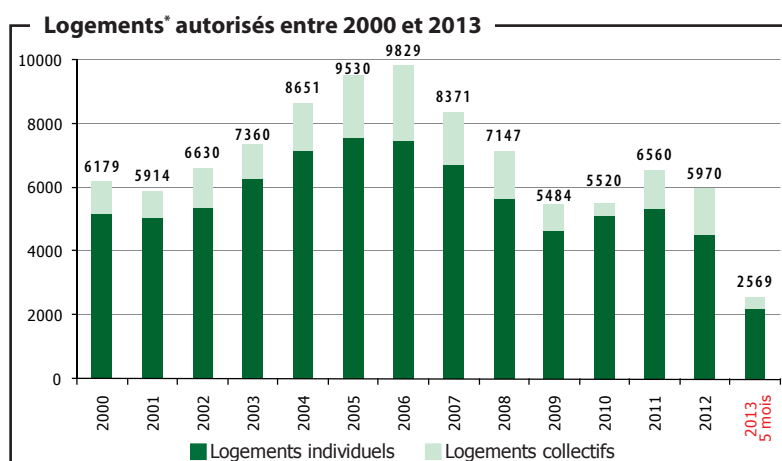
Alors qu'il s'affichait en fort recul de -15,3% sur l'année 2012, le logement individuel (85% de l'ensemble des permis délivrés sur les 5 premiers mois de 2013) progresse nettement en ce début d'année 2013 de +11,1% : 2 190 autorisations contre 1 972 sur la même période de l'année précédente. Plus précisément, les permis croissent nettement dans l'individuel pur (1 862 contre 1 652, soit +12,7%) et de manière moins soutenue dans l'individuel groupé (328 contre 320, soit +2,5%).

Il conviendra toutefois de souligner la très forte irrégularité du rythme d'évolution de ces autorisations dans l'individuel. Après avoir augmenté de +42,6% sur le 1^{er} trimestre 2013 (comparé au 1^{er} trimestre 2012), les permis se sont en effet repliés fortement sur les 2 derniers mois connus (-37,7% sur avril/mai).

Dans le collectif, les autorisations se dégradent très nettement de -40,7% sur les 5 premiers mois de 2013 ; soit 379 permis contre 639 un an auparavant.

	Vendée		Région		France	
	Janv.-avril 2013	Évol. 2012/2013	Janv.-avril 2013	Évol. 2012/2013	Janv.-avril 2013	Évol. 2012/2013
Logements autorisés*	2 569	-1,6%	11 029	-9,3%	185 934	-0,3%
Logements mis en chantier*	1 891	+0,2%	8 275	-6,5%	132 071	-3,4%

* logements ordinaires (= hors logements en résidence)



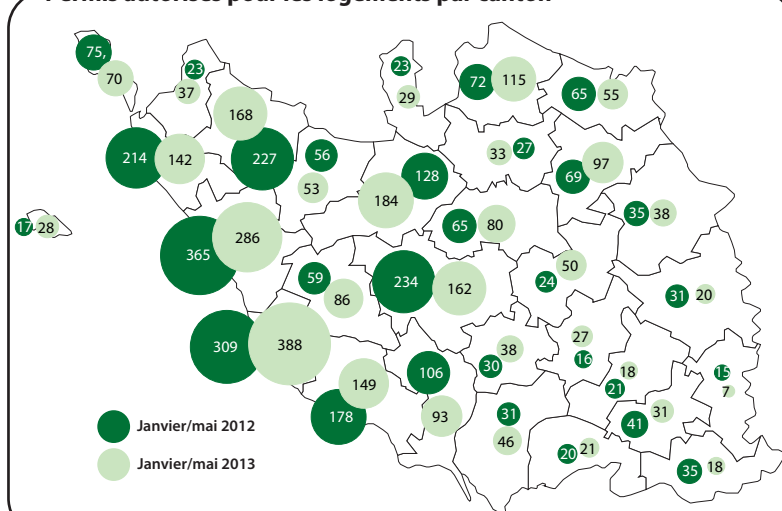
Concernant les mises en chantier de logements dans notre département, elles ont stagné sur les 5 premiers mois de 2013 à +0,2%.

Dans le détail, elles ont progressé vivement dans le collectif (+82,8% ; 309 contre 169 en 2012) et reculé dans l'individuel (-8,0% ; 1 582 contre 1 719 en 2012).

En Région, les permis de construire délivrés sur les 5 premiers mois de 2013 s'établissent en net recul (-9,3% : +0,0% dans l'individuel et -22,5% dans le collectif) tout comme les mises en chantiers (-6,5% : -9,0% dans l'individuel et -0,6% dans le collectif).

Enfin, à l'échelle de l'Hexagone, les permis délivrés sur les 5 premiers mois de 2013 ont stagné à -0,3% (+9,0% dans l'individuel et -9,9% dans le collectif) tandis que les mises en chantiers continuent de reculer de -3,4% (-8,3% dans l'individuel et +2,2% dans le collectif).

Permis autorisés pour les logements par canton



Source : Sit@del2 - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

11 - VENDÉE : Immatriculations de voitures particulières neuves

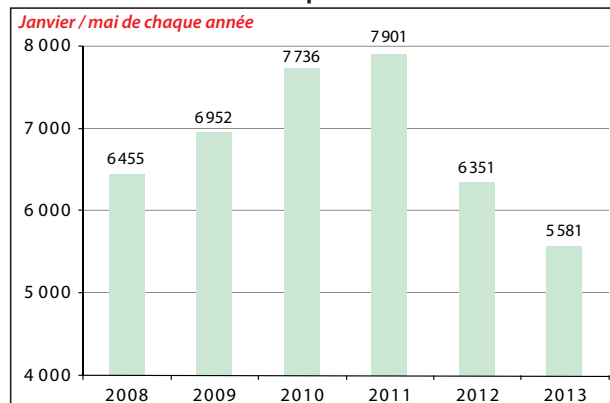
Sources : Fichier central des automobiles - CCFA
Traitement : OESTV

La chute des immatriculations se poursuit en 2013

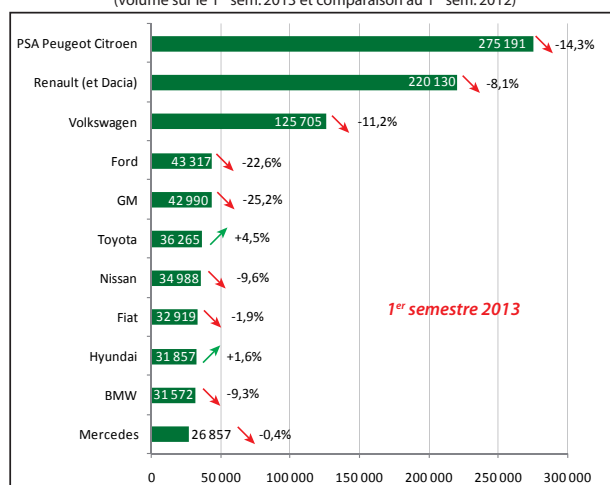
Sur les 5 premiers mois de 2013, les immatriculations de voitures de tourisme neuves continuent de se replier fortement en Vendée (-12,1%) en s'établissant à 5 581 unités. Comparé à 2011, le recul des immatriculations s'élève à près de 30% ... (marché dégradé + contrecoup de l'arrêt de la prime à la casse).

En France, le constat est identique. Le nombre d'immatriculations de voitures neuves décline de -11,4% sur les 5 premiers mois de 2013.

Immatriculations de voitures particulières neuves en Vendée



Immatriculations de voitures particulières neuves en France (volume sur le 1^{er} sem. 2013 et comparaison au 1^{er} sem. 2012)



Selon le CCFA (Comité des Constructeurs Français d'Automobiles), les immatriculations de marques françaises (53,3% des immatriculations réalisées sur le 1^{er} semestre 2013) ont reculé de -11,8% sur les 6 premiers mois de 2013 comparé à la même période de 2012 (-17,5% pour Citroën, -11,4% pour Peugeot et -8,1% pour le Groupe Renault).

Le CCFA anticipe un léger mieux sur la 2^{ème} partie de l'année 2013 et table donc sur un repli du marché de 8% sur l'ensemble de l'année.

12 - VENDÉE : Immatriculations de véhicules utilitaires < et > à 3,5 tonnes

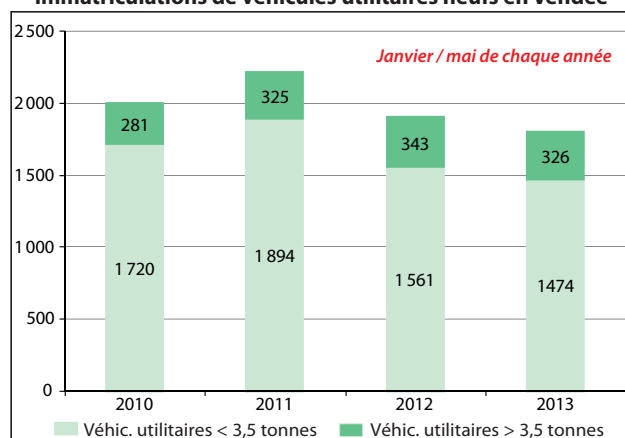
Sources : Fichier central des automobiles
Traitement : OESTV

Baisse des immatriculations de véhicules utilitaires < et > à 3,5 tonnes sur les 5 premiers mois de 2013

Sur les 5 premiers mois de 2013, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée ont reculé de -5,5% comparé à la même période de 2012 (1 800 unités contre 1 904 un an auparavant). Les ventes de véhicules utilitaires légers (< 3,5 tonnes) ainsi que de poids lourds (> 3,5 tonnes) se sont repliées sur la période considérée de respectivement -5,6% (1 474 unités contre 1 561) et -5,0% (326 contre 343).

En France, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs empruntent la même tendance sur la période observée en reculant de -9,2%. Dans le détail, les immatriculations de véhicules utilitaires légers se replient de -8,8% à 152 144 unités, tandis que celles relatives aux véhicules supérieurs à 3,5 tonnes se contractent de -12,6% à 18 199 unités.

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée



NOTES

NOTES

Partenaires financeurs de l'OESTV



Les organismes suivants soutiennent l'OESTV

- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Métiers
- Chambre des Notaires
- Fédération du Bâtiment de la Vendée
- Fédération Travaux Publics 85
- MEDEF Vendée
- ORCAB
- Ordre des Experts Comptables
- SYSTEME U Vendée
- SYDEV
- TRIVALIS
- UDAF Vendée
- UIMV
- UPA Vendée
- Communauté de communes du Canton de Rocheservière
- Communauté de communes des Olonnes
- Communauté de communes du Pays des Herbiers
- Communauté de communes du Pays de Challans
- Communauté de communes Vendée Sèvre Autise
- Communauté de communes Terres de Montaigu
- Roche sur Yon Agglomération
- Commune du Château d'Olonne
- Commune des Herbiers
- Commune de Luçon
- Commune d'Olonne-sur-Mer
- Commune de Saint-Gilles-Croix-de-Vie
- Commune de la Tranche-sur-Mer
- Société Publique Régionale Pays de la Loire
- Conseil Général de la Vendée
- Association Entreprises des Olonnes
- Banque Palatine
- BDO Atlantique
- BTP CFA Vendée
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Entreprises
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Particuliers
- Casino des Pins
- CAUE Vendée
- CAVAC
- CEAS Vendée
- CER France Vendée
- CERA
- CJD La Roche sur Yon / Vendée Littoral
- CNAM Vendée
- E.Leclerc - SAS Sodilonne
- E.Leclerc - SAS Sodiroyche
- Eccelia
- ERDF Vendée
- Escales Ouest / ARIDEV
- Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales
- Fleury Michon
- GAUTIER France
- Groupe ATLANTIC
- Groupe HERVOUET
- Groupe LIEBOT
- Groupe MOUSSET
- Holding ROUTHIAU
- ICES
- ICFS MESLAY
- KUHN-AUDUREAU SA
- Maison de l'Emploi Roche Agglo
- Maison Départementale des Associations de Vendée
- Mutuelles de Vendée
- PRAMAC
- PRB
- Réseau Entreprendre Vendée
- SAUR Vendée
- Société Générale
- SODEBO
- SOHETRA
- TV Vendée
- UDOGEC Vendée
- URSSAF Pays de la Loire
- Vendée Logement esh
- VM Matériaux
- You Industrie
- Yves COUGNAUD



Observatoire Économique, Social
et Territorial de la Vendée
www.oestv.fr

Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tél : 02.51.24.83.33 Fax : 02.51.62.72.17 e.mail : oestv@wanadoo.fr - Site Internet : www.oestv.fr